

Lausanne / Lugano / Zurich, le 14 novembre 2017

COMMUNIQUE DE PRESSE

L'OFSP refuse les projets pilotes cannabis : vers la fin du pragmatisme suisse en matière drogues

La Confédération refuse d'autoriser la demande de projet pilote de Berne, Zurich, Bienne et Lucerne. C'est la fin des projets pilotes en Suisse, y compris à Genève. C'est une vraie catastrophe chez tous les pragmatiques en Suisse, qui voulaient enfin trouver des solutions contre le deal de rue. Ce refus d'expérimenter un projet pilote novateur pourrait signifier la fin du pragmatisme suisse en matière de drogues. Les professionnels refusent ce retour en arrière et appellent à une prise de conscience pour que le Conseil fédéral assume à nouveau son rôle de leader en la matière.

Face aux positions dogmatiques en matière de drogues, la Suisse a toujours privilégié l'apprentissage sur le terrain, en se fondant sur des expérimentations locales. C'est cette attitude pragmatique qui est remise en cause aujourd'hui. Refuser les initiatives des principales villes suisses en matière de cannabis revient à refuser la découverte de nouvelles solutions. Alors que le deal de rue est toujours aussi envahissant et la qualité des produits dangereusement préoccupante, la Confédération bloque les acteurs de terrain, qui ont des propositions pour tenter de nouvelles approches. En restant arc-boutée sur des positions anciennes, sans ouvrir de chemin pour l'innovation, la Suisse se condamne à l'immobilisme.

Depuis 1991, la Suisse avait su, avec intelligence, privilégier de nouvelles approches sur le terrain afin de réduire les problèmes. Encadrés scientifiquement, ces projets nous ont permis de mieux gérer les problèmes liés aux drogues auxquels nos sociétés contemporaines sont confrontées. Certains ont échoué et ont été abandonnés. D'autres, par contre, ont permis à la Suisse de se projeter sur le devant de la scène internationale, en étant la première à « inventer » une nouvelle manière de gérer les problèmes, comme la prescription d'héroïne et les salles de consommation à moindre risques. Ces mesures sont maintenant reprises par l'ensemble des pays occidentaux. Sans le pragmatisme suisse qui a permis de tester ces nouvelles solutions, alors iconoclastes, elles n'auraient jamais vu le jour.

Les principales villes suisses, comme Zurich, Genève, Berne, Lucerne et Bâle, se voient infliger un véritable camouflet. C'est une offense au fédéralisme et l'intelligence des acteurs locaux, qui travaillaient à ces projets depuis des années. Aujourd'hui, les professionnels des addictions appellent à une mobilisation large, pour refuser le statu quo. La majorité des acteurs concernés – mais aussi la population suisse – soutient une réforme en la matière. Le mouvement de réforme ne saurait être stoppé.

Contact :

F : Jean-Félix Savary, GREA, 079 345 73 19

D : Stefanie Knocks, Fachverband Sucht, 079 384 66 83